

Une société de gaspillage.

Claude Gruson *

Nos sociétés occidentales se concevaient elles-mêmes jusqu'à une date récente comme des sociétés de gaspillage. En dehors de quelques censeurs portés au pessimisme, nos concitoyens, pour la plupart, s'en consolait, ayant remarqué que ce gaspillage assurait les débouchés d'une production de masse et que, au total, les besoins étaient tout autant satisfaits par cette voie et à moindre coût que par la voie ancienne des productions artisanales ou de petites séries, fournissant des biens plus durables à prix beaucoup plus élevés. La démonstration chiffrée de cette conjecture n'avait jamais été faite globalement, mais elle n'avait rien d'in vraisemblable. Aussi bien en trouvait-on un écho dans le fait, constaté par les généticiens, que la nature gaspille : il faut une énorme quantité de spermatozoïdes s'avançant au devant de nombreux ovules pour que l'un de ceux-ci, fécondé, produise un être vivant. L'analogie est rassurante : la satisfaction d'un besoin collectif peut supposer un gaspillage apparent de moyens.

Ne pas gaspiller le pain

Tous ces raisonnements et ces intuitions vacillent aujourd'hui. L'humble économie prend le pas sur les vertus de magnificence. Ceux qui ont plus de soixante ans sont tentés d'évoquer les affichettes qu'ils lisaient sur les murs des établissements d'enseignement vers 1927 et qui invitaient à « ne pas gaspiller le pain ». Autant qu'il m'en souvienne c'était André Chéron, ministre de l'Agriculture du gouvernement Poincaré, qui avait suggéré d'étaler ce précepte sous les yeux des générations montantes. Les travaux préparatoires de cette décision sont sans doute perdus, mais il ne me paraît pas impossible d'en imaginer la substance : la France avait vécu « au-dessus de ses moyens » pendant

l'inflation des six premières années de la décennie ; il fallait renoncer désormais à la facilité, à l'insouciance. Quelle meilleure pédagogie que celle qui attirait l'attention sur cet aliment de base, symbole des forces vitales modestement entretenues, qui était loin d'être assuré à beaucoup d'hommes, et qu'il convenait de ne pas dilapider ? Action symbolique, elle a complètement échoué. Quelques années plus tard, pendant la grande crise, la surproduction de céréales était générale dans le monde occidental ; cependant beaucoup d'hommes vivaient dans la misère. Quant au pain non gaspillé (le personnel de service des établissements scolaires le recueillait soigneusement), il est probable qu'il était revendu à bas prix à des éleveurs de volaille (aliment de luxe à l'époque) ; il est sûr qu'il n'était pas acheminé vers ceux qui avaient faim. Le système n'était pas monté pour rendre possible de grandes opérations de solidarité humaine. La portée philosophique de cette histoire est considérable. Elle montre qu'une règle, apparemment claire, de morale personnelle (de morale économique) risque d'aboutir à des résultats dérisoires lorsqu'elle n'est pas en harmonie avec les structures économiques et sociales au sein desquelles elle est appliquée.

Les nouvelles pénuries

Par d'autres voies, nous retrouvons aujourd'hui les mêmes conclusions. Pour des raisons diverses, les pays producteurs de pétrole et de certaines grandes matières premières sont en situation d'imposer leurs prix. Fait dans une certaine mesure contingent, lié à une conjoncture économique et politique. Mais il vient rappeler un autre fait beaucoup plus durable : certaines ressources de notre planète sont limitées et non renouvelables. Lorsque nous en usons, nous devons estimer leur coût en comptant en charges les recherches, les équipements nouveaux qu'il faudra réaliser pour récupérer les matières usagées et pour produire des matières

et des énergies de remplacement. Charges considérables et qui ne sont pas seulement financières : les recherches ne sont pas achevées ; les équipements ne seront pas disponibles et suffisants avant de nombreuses années ; des aléas non maîtrisés, scientifiques et techniques, pèsent sur leur réalisation. Dans ces conditions, tout gaspillage comporte d'immenses dangers : on n'a plus le droit de regarder comme probable la conjecture que je rappelais en commençant, qui se trouve à la base de toute société de consommation, et selon laquelle les productions de masse déterminent un abaissement des coûts qui compense les gaspillages sur lesquels elles sont assises ; on n'a pas le droit de prendre le droit de prendre le risque de pénuries qui entraîneraient notre désorganisation économique et notre impuissance politique.

Une nouvelle éthique

Ceci est vite dit. Mais une lutte sérieuse contre les gaspillages commande une mutation profonde. Je prends deux exemples entre beaucoup d'autres. Le système actuel des transports, avec le rôle croissant qu'y jouent les transports routiers individuels, est très coûteux en énergie. La solution raisonnable serait orientée dans le sens d'une réduction au strict minimum des transports individuels consommateurs d'énergie, la fonction principale étant assumée par des transports collectifs. Immense programme qui ne peut être envisagé si l'opinion n'en a compris les nécessités ; dont la réalisation dans l'ordre et sans crise de chômage s'étendrait sur de nombreuses années et devrait être planifiée. Autre exemple : les déchets urbains forment une masse énorme de matières récupérables, mais l'exploitation de ce « gisement » suppose la réalisation préalable d'industries nouvelles dont l'exploitation rentable implique la collaboration de chaque ménage (pour un tri préalable, pour obtenir l'abandon de produits qui introduisent dans

* Président du groupe d'évaluation économique de l'environnement, Président du groupe de travail « Lutte contre le gaspillage ».



M. Claude Gruson, près de MM. Hugo Thieman, l'un des fondateurs du Club de Rome, et Peter Menke Glückert, secrétaire général de la Fédération nationale pour les Etudes sur le Futur au Centre de Réflexions sur le Futur à Arc-et-Senans, France.

les déchets des éléments rendant l'ensemble inutilisable).

On le voit : une pareille mutation est irréalisable en l'absence d'une volonté collective, débattue, intériorisée ou du moins acceptée par chacun. Mais le problème du gaspillage se présente alors sous un jour nouveau. Il ne s'agit plus d'agencer notre économie de manière que les modes de vie auxquels nous sommes habitués demeurent possibles tout en pesant moins sur les ressources rares. Il faudrait, prenant en considération

le fait que nous consommons des ressources rares, soumettre à une critique fondamentale tous nos modes de vie et les objectifs que, explicitement ou non, nous visons. Il faudrait que les objectifs dont la réalisation pèse le plus lourdement sur nos ressources paraissent, après réflexion et débat, vraiment dignes d'être poursuivis.

Depuis quelques années, la réflexion conduisait à l'idée que les actuelles sociétés programmées - pour reprendre l'expression d'Alain Touraine - ne vivront pas durablement si elles n'engagent pas un débat profond d'éthique politique. Il y a quelque temps, nous pouvions garder l'illusion que nous disposions de plusieurs années pour engager ce débat. Le problème actuel des gaspillages le rend très urgent.

C. G.

M. Claude Gruson, 64 ans, a été appelé au mois de décembre 1973, en séance du Haut Comité de l'Environnement par M. Robert Poujade alors ministre de la protection de la nature et de l'environnement en France, à réfléchir, avec un groupe de travail, aux conditions nouvelles apportées par la crise du pétrole à la politique de l'environnement.

L'équipe de travail, qui comprenait : Serge Antoine, Jacques Attali, Pierre Chassande, Paul Cormière, Jean Couture, Alain Couzy, Bernard Delapalme, Jacques Dumontier, Claude Gruson, Claude Guillemin, Pierre Laffitte, Edmond Lisle, Dominique Moyen, Ignacy Sachs, J.-François Saglio,

a estimé qu'il fallait regarder au-delà de la crise et de l'événement et entrevoir les nouvelles données de l'économie mondiale. Au lieu de rechercher des recettes actualisées pour une politique de l'environnement « réparateur », le groupe a estimé qu'il fallait revoir l'économie à sa racine. Nouvelle conception d'une économie plus attentive aux ressources limitées, aux recyclages et à la durabilité des biens, aux fonctions et aspirations sociales plus qu'aux objets.

Le rapport qui a redécouvert ainsi le « gaspillage » a ouvert en France une voie très importante que l'on ne peut identifier à l'austérité du moment ; ses auteurs ne se réjouissent d'aucune pénurie et d'aucun rationnement et ne se réfèrent pas à une « économie de guerre ». Mais s'il y a guerre et peut-être « guerre de 30 ans », c'est qu'il y aura bataille à propos des excès d'une société d'hyperconsommation qui n'a su ni regarder loin, ni voir autour d'elle les injustices profondes. M. André Jarrot, Ministre de la qualité de la vie, a reçu ce rapport qu'il a rendu public sans attendre pour que tout le monde puisse y réfléchir : il a, pour sa part, fait préparer sans délai un premier ensemble de mesures qui engagent les pouvoirs publics dans des orientations d'une rationalité nouvelle.